

Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels
Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein
Band: 9 (1900)
Heft: 48

Rubrik: Theater : Repertoire vom 2. bis 9. Dezember 1900

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Art. 18. Les bureaux de douanes sont tenus d'informer le laboratoire du canton où se trouve le lieu de destination de la marchandise, ou le laboratoire de cette localité, si elle en possède un, des recherches qu'ils ont faites au vue de la classification des marchandises, en tant que ces recherches peuvent intéresser le contrôle des denrées alimentaires et des objets d'usage domestique. Dans tous les cas où cela sera possible, le laboratoire recevra un échantillon de la marchandise.

Art. 19. Les viandes et la charcuterie importées en Suisse seront contrôlées par les vétérinaires de frontière, aux stations douanières et dans les entrepôts fédéraux. La manière de procéder à ce contrôle sera déterminée par une ordonnance.

Art. 19bis. La confédération donnera l'enseignement nécessaire aux fonctionnaires fédéraux chargés du contrôle, mentionnés à l'article 2, lettre b.

Art. 20. Le Conseil fédéral édictera les ordonnances prévues aux articles 8a, 9, 10, 16 et 19 de la présente loi.

Il fixera, par des ordonnances uniformes, les règles qui doivent présider à l'analyse et à l'appréciation des objets à examiner, les méthodes d'analyse à employer ainsi que les taxes à percevoir pour le contrôle des denrées alimentaires.

Art. 21. Le Conseil fédéral est en outre autorisé, dans l'intérêt de la santé publique et pour empêcher toute fraude dans le commerce des denrées alimentaires, à réglementer par des prescriptions spéciales:

1. l'importation, le mode de fabrication, de conservation, d'emballage et de désignation des denrées alimentaires destinées à la vente;
2. l'importation, le mode de fabrication, de conservation, d'emballage et de désignation des denrées alimentaires;
3. l'emploi de matières colorantes dans la fabrication des denrées alimentaires destinées à la vente;
4. l'annonce, la vente et la mise en vente des denrées alimentaires et de leurs succédanés;
5. l'abatage du bétail, les abattoirs, l'inspection des viandes, le commerce de la viande et de la charcuterie;
6. l'importation, la fabrication, la conservation, la vente et la mise en vente de substances qui sont ou qui peuvent être destinées à la falsification des denrées alimentaires;
7. l'emploi de certaines matières et couleurs dans la fabrication des articles d'habillement, des jouets, des papiers peints et autres articles de consommation, ainsi que des vases, appareils et ustensiles employés pour la fabrication, la préparation et la vente des denrées alimentaires; la vente et l'emploi d'articles de ce genre, fabriqués contrairement aux dispositions de la loi;
8. la construction, l'emploi et l'entretien en bon état des appareils et ustensiles servant à la fabrication, la préparation ou la vente des denrées alimentaires;
9. la vente et la mise en vente du pétrole, de la kéroline, de la benzine et d'autres articles d'éclairage ou de ménage.

Les ordonnances édictées par le Conseil fédéral en vertu du présent article, ainsi que celles décernant les notions de falsification et de contrefaçon, seront soumises à l'approbation de l'Assemblée fédérale.

Art. 22. Celui qui, en vue d'une fraude commerciale, aura contrefait, altéré ou déprécié des denrées alimentaires, celui qui, sachant qu'elles doivent être mises en circulation comme naturelles ou intactes, aura importé, exporté ou pris en dépôt des denrées alimentaires qu'il sait être contrefaites ou falsifiées, sera puni de l'emprisonnement jusqu'à 2 ans et de l'amende jusqu'à 2000 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

La tentative est punissable.

Art. 23. Celui qui aura mis en vente ou en circulation, comme naturelles, fraîches ou intactes, des denrées alimentaires contrefaites, falsifiées, corrompues ou dépréciées, sera puni de l'emprisonnement jusqu'à 2 ans et de l'amende jusqu'à 2000 francs ou de l'une seulement de ces deux peines, s'il a commis l'acte sciemment; de l'amende jusqu'à 1000 francs, s'il a commis l'acte par négligence.

La tentative est punissable.

Art. 24. Celui qui aura fabriqué ou traité des objets destinés à l'usage ou à la consommation des personnes de façon à les rendre nuisibles à la santé ou dangereux pour la vie; celui qui aura importé, exporté, pris en dépôt, mis en vente ou en circulation de tels objets, sera puni s'il a commis l'acte sciemment, de l'emprisonnement jusqu'à 2 ans ou de la réclusion jusqu'à 5 ans, et dans tous les cas de l'amende jusqu'à 3000 francs; s'il a commis l'acte par négligence, de l'emprisonnement jusqu'à 2 ans et de l'amende jusqu'à 2000 francs ou de l'une de ces peines seulement.

Si l'un de ces délits a eu pour conséquence la mort d'une personne ou une grave atteinte à sa santé, la peine sera, si l'acte a été commis sciemment, la réclusion de 2 ans au moins. La tentative est punissable.

Art. 25. Celui qui aura sciemment modifié, détruit, mis en circulation ou, par un moyen quelconque, soustrait à l'autorité des objets saisis en vertu de l'article 13 de la présente loi, sera puni de l'emprisonnement jusqu'à 6 mois ou de l'amende jusqu'à 1000 francs.

Art. 26. Celui qui aura, sciemment ou par négligence, enfreint les prescriptions des règlements promulgués en application de l'article 21, sera puni de l'amende jusqu'à 500 francs ou des arrêts de police jusqu'à 3 mois, si les dispositions des articles 22 à 24 ne lui sont pas applicables.

Art. 27. Celui qui aura empêché les fonctionnaires prévus au contrôle de procéder à l'accomplissement de leurs fonctions ou qui les aura entravés, sera puni de l'amende jusqu'à 500 francs ou des arrêts de police jusqu'à 1 mois.

Art. 28. La répression pénale s'exerce soit au lieu du domicile du prévenu, soit au lieu où le délit a été commis. Il ne pourra y avoir cumulation de poursuites pénales pour le même délit.

Art. 29. Les personnes condamnées en vertu des articles 22, 23, 24 et 26 auront à supporter les frais de l'analyse technique.

Art. 30. Dans les cas prévus à l'article 24 l'autorité compétente devra prononcer la confiscation de la marchandise; dans les cas prévus aux articles 22, 23 et 26, la confiscation sera facultative; elle pourra être prononcée même en cas d'acquiescement de l'inculpé ou de suspension de la poursuite pénale.

Art. 31. Les denrées alimentaires et objets nuisibles à la santé ou dangereux pour la vie qui auront été confisqués, devront être détruits s'ils ne peuvent être employés sans danger ou sans inconvénient à un usage industriel ou autre. Les objets marchands confisqués seront utilisés au mieux, sous le contrôle de l'autorité.

Art. 32. Si l'une des infractions prévues aux articles 22, 23, 24 et 26 a été commise dans l'exercice d'une profession ou d'une industrie concessionnée, le juge pourra déclarer l'auteur de l'infraction déchu du droit d'exercer cette profession ou cette industrie, pour une durée d'un à quinze ans; s'il est prononcé une peine privative de la liberté, la durée de cette peine ne sera pas déduite de la durée de la déchéance.

Art. 33. Si les infractions prévues aux articles 22 à 24 ont été commises sciemment, l'autorité compétente ordonnera la publication du jugement au frais du condamné dans la feuille officielle et dans un ou plusieurs journaux. Cette publication pourra être ordonnée par le juge pour les condamnations prononcées dans les autres cas prévus par la présente loi.

De même, l'autorité compétente pourra ordonner la publication, aux frais de l'Etat, d'un jugement d'acquiescement.

Art. 34. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi. La poursuite pénale et le jugement des infractions prévues dans la présente loi incombent aux autorités cantonales compétentes.

Le produit des amendes est attribué aux cantons.

Art. 35. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 36. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 37. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 38. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 39. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 40. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 41. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 42. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Art. 43. Les lois pénales cantonales demeurent applicables en tant qu'il n'y est pas dérogé par des dispositions de la présente loi.

Aufgepasst. Wie früher schon, so werden auch jetzt wieder von Wien aus zahlreiche Postkarten mit der Bitte um Zusendung von Prospekten an Schweizer Hotels gesandt. Auf solche Aufträge können die betreffenden Absender nicht ausfindig gemacht werden. Vermutlich handelt es sich hier lediglich um einen Sammelspott.

Davos. Der internationale Schlittschuhklub Davos hat die internationalen Laufen im Kunstlauf und Schnellauf auf den 19. und 20. Januar 1901 festgesetzt. Es wird sich dieses Jahr wieder um die «Masterschaft von Davos» handeln, da die Welt- und Europameisterschaften des internationalen Eislaufvereins in Christiania, Stockholm, Wien und London zum Austrag gelangen werden.

Lausanne. Sont descendus dans les hôtels de premier et de second rang de Lausanne, du 17 au 23 novembre: Suisse 379, France 101, Allemagne 84, Amérique 23, Angleterre 49, Russie 13; Italie: 17. Divers: Belgique, Autriche, Pays-Bas, Espagne, Danemark, Etats Balkaniques, Afrique, Asie, Australie, Turquie: 21. — Total: 678.

Wallis. Das Hotel Diablons in Zinal ist, wie wir bereits berichtet wird, von dem Hotelgast Alex. Seiler in Zermatt und Stampfer in Visp kühnlich erworben worden. Es dürfte dieser Kauf von nicht geringer Bedeutung sein für die Entwicklung des Fremdenverkehrs im Rhonethal und speziell im Val d'Anniviers.

Davos. Amtliche Fremdenstatistik. In Davos anwesende Kurgäste vom 10. bis 16. November 1900: Deutsche 611, Engländer 409, Schweizer 244, Franzosen 113, Holländer 125, Belgier 49, Russen 156, Oesterreicher 43, Portugiesen, Spanier, Italiener, Griechen 97, Dänen, Schweden, Norweger 13, Amerikaner 40, Angehörige anderer Nationalitäten 12. Total 1898. Darunter waren 72 Passanten.

Die Teppichgärtnerei ist mit einer reizenden Neuheit für den Winter bereichert worden. An Stelle der blauen Teppichgärten treten farbiges Steingrün, dem die rauhe Wirkung nichts anhaben kann, die aber je nach Farbenwahl zu allerliebsten sehenden Arrangements verwendet werden. Mehrere solche Bänke zieren den Garten des Hotel Baur au Lac in Zürich. Gärten dieser Art werden in der Schweiz für denselben stehen.

Eine elektrische Riesensonne wird der «Clou» der Panamerikanischen Ausstellung sein, die von Anfang Mai bis Ende Oktober nächsten Jahres in Buffalo abgehalten werden wird. Es besteht nämlich die Absicht, eine Kohlenplatte von ausserordentlich grosser Grösse durch den elektrischen Strom bis zur Weissglut zu erhitzen. Die amerikanischen Elektriker glauben dieses Kunstwerk ohne viele Mühe zu Stande bringen zu können, indem sie einfach 10,000-20,000 Pferdekräfte aus dem Niagara-Fall entnehmen und zu jenem Zwecke «anspannen».

Genève. Voici la nationalité et le nombre des personnes qui sont descendues dans les hôtels et pensions de Genève, du 15 Mai au 15 Octobre 1900: Suisse 18,303 (1899: 17,484), Allemagne 12,893 (13,176), Angleterre 573 (737), Autriche-Hongrie 3137 (2071), Amérique (Etats-Unis) 9143 (7 48), Afrique, Asie 381 (342), Australie 89 (89), Belgique 863 (1079), Danemark, Norwège 469 (464), Espagne et Portugal 2217 (883), France 35,743 (40,752), Hollande 944 (1007), Italie 6328 (4577), Russie 4897 (2530), Turquie, Grèce, Etats des Balkans 1329 (710), autres pays 527 (234). Total: 102,376 (100,114).

Nord-Express-Zug. Der Luxus-Zug Nord-Express wird künftighin zwischen Ostende, Paris und St. Petersburg und umgekehrt wie folgt kursieren: Abfahrt von Ostende, von Paris und von St. Petersburg am Mittwoch und Samstag. Ankunft in St. Petersburg, in Paris und in Ostende am Freitag und Montag. Demzufolge wird zwischen Ostende, Paris und Brüssel wöchentlich zweimal ein Luxuszug organisiert mit Anschluss an den Nord-Express in beiden Richtungen Ostende-St. Petersburg und St. Petersburg-Ostende, und zwar am Mittwoch und Samstag ab Calais um 2.30 Ab., um Brüssel (N) um 5.44 Ab.; am Montag und Freitag ab Brüssel (N) um 11.40 Mittags, an Calais um 3.25 Ab.

Paris. Den Stellenvermittlungsbureaus in Paris, die gegen ein Obolus den Stellensuchenden ihre Dienste leihen, ist jüngst von der Kammer das Leben abgesprochen worden. An ihrer statt werden nur noch die von der Stadtverwaltung eingerichteten Gratis-Stellungs-Bureaus funktionieren. Die Vermittlungsbureaus haben eine lange Geschichte hinter sich. Im Jahre 1677 erhielt Theophrast Reaumur, den man in Frankreich den Vater des Journalismus nennt, von Ludwig XIII. ein Patent zur Errichtung eines «bureau de rencontre», das schliesslich nichts anderes als ein Stellenvermittlungsbureau war. Dies waren die Anfänge. Von Interesse wäre etwa noch die statistische Notiz, wonach in den letzten Jahren durchschnittlich 300,000 Personen jährlich die Bureaus in Anspruch nahmen.

Paris. Die «Rue des Nations» der Pariser Weltausstellung soll erhalten bleiben. Ein Komitee von Kunstfreunden hat sich bereits gebildet, um die nötigen Verhandlungen mit den fremden Generalkonsuln und mit den französischen Behörden darüber einzuleiten. Wie es scheint, stossen die

Erwerbungen der somit zum Weiterleben bestimmten zwölf Paläste auf keine besonderen Schwierigkeiten. Schweden und Norwegen wollen die ihrigen gegen eine geringfügige Entschädigung für gewisse Nebenkosten überlassen. Finnland erbot seinem sonst her und Geheimrat Richter soll bezüglich des deutschen gleichfalls die unentgeltliche Herausgabe an die Stadt Paris in Aussicht gestellt haben. Die sich hier bereits an Privatunternehmer verkauft worden, die aber sichtlich geneigt seien, zum Gelingen des schönen Planes von ihren Rechten zurückzutreten. Man hat auch bereits einen Plan für die spätere Bestimmung dieser Gebäude ausgearbeitet.

Die Hafenanlagen in Dover sollen bedeutend erweitert und verbessert werden und man hofft, dass sich der Verkehr allmählich vom Kontinent immer mehr nach Dover ziehen wird. In dieser Zusammenhang haben die Hafenanlagen, nachdem sie schon über eine halbe Million £ zur Verbesserung des Hafens ausgegeben haben, beschlossen, das Parlament um die Erlaubnis anzufragen, einen neuen Pier mit einer überdachten Landungsstelle zu bauen, so dass die Passagiere nicht mehr das Schiff unter freiem Himmel zu verlassen brauchen. Es sollen ferner grössere und schnellere Dampfer angeschafft werden, die z. B. die Reisen von London nach Paris auf 6 1/2 Stunden herunterbringen werden, was für den Kontinent eine sehr bedeutende Verbesserung bedeuten würde. Endlich sollen in dem Hafen von Dover auch die transatlantischen Dampfer anlegen und fünf grosse Dampfschiffgesellschaften sind bereits deswegen mit dem Hafenbehörden in Unterhandlungen. In der Hauptsache soll aber mehr der Personen- als der Güterverkehr nach Dover gezogen werden. Die Gesamtkosten dieser Verbesserungen sollen ungefähr zwei Millionen £ betragen.

Paris. Entscheidungen an die Konzessionäre der Pariser Weltausstellung. Das aus den Advokaten Devin, Barbois und Vatrin bestehende Schiedsgericht hat nach sehr eingehenden Verhandlungen nachstehende Entscheidungen erlassen: Restaurant François von Bonnet-Tourlet (Forderung 292,395 Fr.) 80,000 Fr., Restaurant Bachelier (224,326 Fr.) 37,000 Fr., Automaten-Bar (331,807 Fr.) 40,000 Fr., Bouillon Duval (308,104 Fr.) 54,000 Fr., Taverne de l'Europe (290,701 Fr.) 35,000 Fr., Restaurant Namur (Unterhandlung Fr.) 70,000 Fr., Restaurant du Marais (202,469 Fr.) 25,000 Fr., Restaurant des Minos (403,401 Fr.) 50,000 Fr., Restaurant Russo (353,677 Fr.) 40,000 Fr., Stérorama (42,054 Fr.) 15,000 Fr. Ausserdem erhalten noch zwei Kioske, die 8000 bezw. 10,000 Fr. verlangt hatten, Entscheidungen von 7500 bezw. 5000 Fr. Mit ihren Ansprüchen wurden u. a. abgewiesen das Restaurant Ducastain, das 91,380 Fr., das Restaurant der Belle Meunière, das 300,000 Fr. und das Restaurant Américain, das 219,612 Fr. gefordert hatte. Die Forderungen der Kioskhaber, die ebenfalls abgelehnt wurden, schwanken zwischen 12,000 und 25,000 Fr. Das Schiedsgericht fällt seine Entscheidung über jede einzelne Forderung.

Nachwächung. A.: «Warum kollekt ihr Magen denn so schneidlich?» — B.: «Ach denken Sie, heute Mittag habe ich einen Truthahn verspeist und jener Herr dort gegenüber hat eine so grosse knarrote Kravatte an!»



An Mehrere. Das neue Reisebureau «Kommet» in Zürich ist dasselbe, welches bisher unter dem Namen «Reisebureau Otto Erb» funktionierte. Diese Nachricht dürfte Sie vorläufig genügend aufklären.

Theater.
Repertoire vom 2. bis 9. Dezember 1900.

Stadt-Theater in Zürich: Sonntag, nachmittags, *Die Geisha*. Abends, *Im weissen Rössl* und *Als ich wiederkam*. Montag, *Sansculotte*. Mittwoch, *Johannsfeyer*. Donnerstag, *Traviata*. Freitag, *Lohengrin*. Samstag, *König Harlekin*. Sonntag, nachmittags, *Mein Leopold*. Abends, *Faust*.

Verantwortliche Redaktion: Otto Amsler-Aubert.

Centralbureau
Sammelstelle für nichtkonvenierende
Rabat- u. Annoncen-Zirkulare.

Dall-Seiden-Rob Fr. 13.30
G. Henneberg, Seiden-Fabrikant, Zürich.

HOTEL
kleiner, gut renommierter, feinst eingerichtet mit allem Komfort der Neuzeit, grossem Gesellschaftssaal und stark besuchtem Café und Garten-Restaurant, in prachtvollster Lage der Stadt Bern, ist unter günstigen Bedingungen zu verkaufen. Rendite nachweisbar.
Offerten befördert die Expedition unter Chiffre H 987 R.

A LOUER OU A VENDRE.
Hôtel de 50 lits avec tout le confort moderne. Saison d'hiver, du printemps et d'automne.
S'adresser à l'administration du jour, sous chiffre H 951 R.

Médaille d'or
CONSERVES DE SAXON
PARIS 1900
Les plus avantageuses pour l'industrie Hôtelière.

Maschine zum Stiefelputzen
D. R. G. M. 130857
äusserst praktisch und schnell arbeitend, gewicht 13 Kilo, passend für Hotels, Pensionate u. Familiengebrauch. 980
Preis: Fr. 50.—
Wilhelm Krüger in Heiden (Appenzell).

HOTEL
in allerbesten Geschäftslage, bestbesucht, auch Wintergeschäft, mit 75 Zimmern, gr. Speiseaal, Restaurants-Lokalen mit gr. Garten, Dependence und Stallung, vollst. Inventar, alles im neuwertigen, besten Zustande, wegen Alters des Besitzers um 20,000 B. mit 20,000 B. anzubieten zu verkaufen. Nur Selbstkäufer erhalt Ankauf das Konz. Realitäten-Verkehrs-Bureau von Gustav Memel, Wirtschaftsrat in Linz a. D. 979 Wag. Linz/1672/11

Montreux: Ein Hotel zu verkaufen
in schönster Lage mit grossem Garten; 70 Betten, Salon, Wintergarten, Billard, Veranda und allem modernen Komfort mit gesicherter Kundschaft. 963 H6027M
Adresse: Perret, Notar, Montreux (Schweiz).

Hotel-Direktor
sprachenkundig, tüchtig und erfahren, sucht auf kommanden Frühling die Direktion eines mittlern oder grösseren Hauses ersten Ranges zu übernehmen. Prima Referenzen.
Offerten befördert die Expedition unter Chiffre H 978 R.

Vins fins de Neuchâtel
SAMUEL CHATENAY
Propriétaire à Neuchâtel
SEPT MÉDAILLES D'OR ET D'ARGENT
Exposition universelles, internationales et nationales.
Grand prix collectif Paris 1900.
Marque des hôtels de premier ordre.
Dépôt à Paris: J. Huber, 41 rue des Petits Champs.
Dépôt à Londres: J. & R. M. Cracker, 38 Queen Street City EC.